

# Il faut s'attaquer au puzzle européen

**Pierre Defraigne**

Directeur exécutif du Centre Madariaga-College d'Europe et directeur général honoraire à la Commission européenne

■ À trop se focaliser sur leurs propres intérêts, les divers groupes de nations désarçonnent l'électeur. Pour reconstituer ce puzzle, il faudra combler le retard technologique, retrouver une solidarité économique, et harmoniser la politique fiscale européenne.

L'électeur a de quoi être désarçonné par la complexité de l'Europe dont il doit choisir, le 26 mai, les représentants au Parlement de Strasbourg. Il se retrouve face à une Europe inarticulée dans ses politiques et à un Parlement surnuméraire fragmenté en groupes trop nombreux.

Bien entendu, il peut s'en tenir à des catégories simples pour ou contre l'Europe- ou familières – droite ou gauche avec leurs variantes, ou encore écolo. Il doit cependant réaliser que ces formations politiques coalisent des intérêts nationaux irréconciliables, faute chaque fois d'une idéologie européenne forte: du côté libéral, les Pays-Bas de M. Rutte mènent une fronde – hanséatique- contre les avancées, pourtant modestes, voulues par Macron sur

l'euro au point que la liste LREM fera peut-être groupe à part. Au sein du groupe PPE, Irlandais, Luxembourgeois et Néerlandais s'opposent à tous les autres

sur l'harmonisation fiscale. La CDU-CSU a opposé une fin de non-revoir à la récente proposition de la Commission – Juncker et

Thyssen sont pourtant tous deux membres du PPE – d'étendre le champ de la majorité qualifiée dans des chapitres limités du secteur social. Le PSE a son aile néolibérale – Blair et Schröder hier, et aujourd'hui un Dijsselbloem – le Président hollandais sortant de l'Eurogroupe – illustré dans le traitement dur infligé à la Grèce en 2015. Il est divisé entre SPD allemand et PS belge sur les traités de libre-échange. Les Verts sont davantage homogènes, mais sur un agenda politique focalisé sur le climat et l'environnement. Il n'y a rien à dire des partis souverainistes et extrémistes, par définition sécessionnistes. Le talon d'Achille de l'Europe démocratique est ici: les partis soi-disant européens n'en sont pas. Ils sont des coalitions de partis nationaux dont les représentants à Strasbourg répondent le plus souvent aux pressions de leurs capitales. Les partis transnationaux res-

tent à construire. Le débat d'idées sur l'Europe vient en préalable. Revenons donc à l'essentiel.

Un, la croissance, clé de l'emploi, est trop faible en Europe, en partie en raison de notre retard technologique, trop évident dans le secteur numérique abandonné à la concurrence américaine et chinoise.

pour laquelle la fuite en avant dans le libre-échange bilatéral tient lieu de stratégie. Face à la Chine qu'elle nomme avec raison "un rival systémique", elle n'apporte pas une réponse systémique qui serait le renforcement de son unité économique et stratégique. Moralité: une partie de ses États-membres s'engagent dans une coopération de type 16+1 avec la Chine sur les routes de la soie tandis que Grèce et Italie en quête du cash que leur refuse l'Eurozone, vendent des infrastructures stratégiques aux Chinois. Derrière l'unité de façade affichée au dernier sommet UE-Chine, le cancer de la désunion est à l'œuvre. Face aux USA, la débandade est totale:

l'Allemagne mise sous pression par Trump pour son effort militaire insuffisant et pour son surplus commercial excessif, dicte sa loi, ici comme dans l'eurozone, avec l'appui de ses alliés nordiques. Négocier un traité bilatéral avec Trump pour échapper à une taxe douanière sur les voitures allemandes alors que l'Europe subit déjà une taxe sur l'acier et sur l'aluminium imposée unilatéralement et sans justification par Washington, a quelque chose de choquant. Le mot vassalité vient à l'esprit. Macron a raison de dire qu'on ne doit pas négocier un revolver sur la tempe. Comme il a raison de refuser de négocier avec les USA tant qu'ils n'auront pas rejoint l'accord climat. Comme enfin, il a raison de vouloir maintenir l'agriculture européenne, confrontée au défi de son reverdissement, en dehors de la libéralisation commerciale à venir. Il est absurde pour l'Europe de chercher au-dehors, dans l'expor-

tation vers les pays tiers, la demande qui lui fait défaut au-delà par suite des politiques déflationnistes de l'eurozone imposées par l'Allemagne et ses voisins. Il en résulte un creusement des divergences et des inégalités qui ne contribuent pas peu au discrédit de l'Europe chez l'électeur.

Trois, le paradigme distributionnel justement, hérité du contrat social de l'après-guerre, c'est-à-dire la répartition de la richesse et du revenu, se détériore en Europe aux dépens des classes moyennes exposées, pour une partie d'entre elles, les moins dotées et les moins éduquées, au déclassement. Le sous-emploi structurel et le phénomène des travailleurs pauvres sont deux enjeux majeurs qui ressortissent

principalement de la politique des États. Mais l'Europe complique formidablement leur action quand elle impose des politiques d'austérité, quand elle facilite avec le marché unique et l'euro, l'optimisation fiscale par les multinationales, quand elle se prête à un dumping social de la part de nouveaux États-membres, faute d'harmonisation et en raison des fraudes. L'Europe, en raison de la rigidité des Traités et de la règle de l'unanimité, se rend ici coupable d'une carence qui est plus qu'un crime, une faute.

Enfin, le climat sera le pont aux ânes de l'Europe dans la législature à venir. C'est sur cet enjeu qu'elle sera jugée par les jeunes générations. Perdre leur confiance serait suicidaire.

→ *Chapô de la rédaction*